# Burundi : HRW dénonce des violations et abus ayant précédé le référendum

Human Rights Watch,Â 18 mai 2018 Burundi : Meurtres et abus Ã lâ€™approche du rÃ©fÃ©rendum Lâ€™ONU, lâ€™UE et devraient Ã©tendre les sanctions ciblÃ©es (Nairobi) â€“Â Les services de sÃ©curitÃ© duÂ BurundiÂ et des membres de la ligue jeunes du parti au pouvoir ont tuÃ©, violÃ©, enlevÃ©, battu et intimidÃ© des opposants prÃ©sumÃ©s dans les mois prÃ©cÃ©da rÃ©fÃ©rendum constitutionnel du 17 mai 2018, a dÃ©clarÃ© Human Rights Watch dans un rapport publiÃ© aujourdâ€™hui. Le est confrontÃ© Ã une crise politique, des droits humains et humanitaire depuis avril 2015, lorsque le PrÃ©sident Pierre Nkurunziza a dÃ©cidÃ© de briguer un troisiÃ¨me mandat controversÃ©.Â [PhotoÂ : Des rÃ©fugiÃ©s burundais dans le camp de Mulongwe, dans l'est de la RÃ©publique.]

Le rapport intitulÃ© Â«Â â€˜On va te battre pour te corrigerâ€™ : Abus Ã lâ€™approche du rÃ©fÃ©rendum constitutionnel au (publiÃ© aujourdâ€™hui en anglaisÂ et disponible la semaine prochaine en franÃ§ais), documente des violations et des abus commis par les forces de sÃ©curitÃ© de lâ€™Ã‰tat, les services de renseignement, des membres de la ligue des jeunes du pa au pouvoir â€“ les Imbonerakure â€“ et dâ€™autres personnes proches du parti au pouvoir, au cours de lâ€™annÃ©e et demie prÃ©cÃ©dÃ© le rÃ©fÃ©rendum. De nombreuses victimes ont Ã©tÃ© prises pour cible aprÃ¨s avoir refusÃ© de sâ€™inscrire po de verser une contribution pour financer les scrutins prÃ©vus. Dans certains cas, le simple fait de ne pas appartenir au parti au pouvoir, le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD), Ã©tait suffisant pour crÃ©er la suspicion et provoquer une rÃ©action. Â«Â Le rÃ©fÃ©rendum burundais sâ€™est dÃ©roulÃ© a dâ€™abus, de peurs et de pressions gÃ©nÃ©ralisÃ©s â€“ un climat qui nâ€™est clairement pas propice au libre choixÂ Â», a d Sawyer, directrice pour lâ€™Afrique centrale Ã Human Rights Watch. Â«Â Les responsables du gouvernement et les Imbonerakure savaient clairement que leurs violences Ã lâ€™encontre des opposants rÃ©els et supposÃ©s, afin de permettre Nkurunziza et au CNDD-FDD de maintenir leur emprise sur le pouvoir, ne seraient pas sanctionnÃ©es.Â Â» Si le Â«Â ouiÂ Â» lâ€™emporte, le rÃ©fÃ©rendum constitutionnel permettra Ã Nkurunziza de briguer deux mandats de sept ans et de rester Ã©ventuellement au pouvoir jusquâ€™en 2034. Les rÃ©sultats du rÃ©fÃ©rendum devraient Ãªtre annoncÃ©s dans les prochain Human Rights Watch a interrogÃ© plus de 100 personnes entre fÃ©vrier et mai, notamment des rÃ©fugiÃ©s en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo et en Ouganda, ainsi que dâ€™anciens membres des Imbonerakure. Un grand nombre de ces personnes ont dÃ©clarÃ© ne pas avoir eu dâ€™autre choix que de fuir le pays. Human Rights Watch a documentÃ© 15 meurtre 6 viols utilisÃ©s comme punition contre des personnes considÃ©rÃ©es comme des opposants au CNDD-FDD, 8 enlÃ¨vements, et de nombreuses autres violations. Lâ€™ampleur des abus est difficile Ã dÃ©terminer et probablement beaucoup plus Ã©levÃ©e que les cas documentÃ©s. La peur rÃ©gnant dans tout le pays fait que de nombreuses personnes, victimes et tÃ©moins, sont rÃ©ticentes ou dans lâ€™incapacitÃ© de dÃ©noncer les abus. En annonÃ§ant le rÃ©fÃ©rendum le dÃ©cembre 2017, Nkurunziza a prÃ©venu que les personnes qui osaient Â«Â saboterÂ» le projet de rÃ©vision de la constitution Â«Â par la parole ou par lâ€™actionÂ Â» franchiraient une Â«Â ligne rougeÂ Â». Son discours a lÃ©gitimÃ© une politique du gouvernement consistant Ã rechercher et Ã punir toute personne perÃ§ue comme opposÃ©e au rÃ©fÃ©rendum. Des autoritÃ© locales ont renforcÃ© ces menaces. Dans lâ€™un des cas documentÃ©s, des Imbonerakure ont tuÃ© un homme de 30 ans en fÃ©vrier 2017 dans la province de Bujumbura Rural parce quâ€™il refusait de se joindre Ã eux. Â«Â Les Imbonerakure voulaien que mon fils les rejoigne, mais il a refusÃ©Â Â», a expliquÃ© sa mÃ¨re. Â«Â Puis ils ont commencÃ© Ã dire quâ€™il Ã©tait un Une nuit, ils sont venus Ã la maison et ont demandÃ© de lâ€™argent Ã mon fils. Il leur a donnÃ© ce quâ€™il avait, mais ils lui quand mÃªme tirÃ© dans le ventre. Il est mort sur place.Â Â» Human Rights Watch sâ€™est entretenu avec cinq anciens membres des Imbonerakure Ã propos de la maniÃ¨re dont le groupe fonctionne depuis 2015. Un ancien combattant des Forces nationales de libÃ©ration (FNL), un ancien mouvement rebelle devenu un parti politique, a dÃ©clarÃ© quâ€™il avait rejo les Imbonerakure Ã contrecÅ“ur, mais quâ€™il sâ€™Ã©tait enfui aprÃ¨s avoir refusÃ© dâ€™obÃ©ir Ã un ordre de tuer. Â«Â Jâ tuer dâ€™autres membres des FNL qui Ã©taient en prison Ã CibitokeÂ Â», a-t-il expliquÃ©. Â«Â Mais je ne pouvais pas le faire disaient que je devais faire quelque chose pour prouver quâ€™on pouvait me faire confiance dans le groupe.Â Â» Le fait que les services de sÃ©curitÃ© et des Imbonerakure ont pu commettre ces crimes au cours des derniÃ¨res annÃ©es, convaincus quâ€™ils ne seraient pas punis, a protÃ©gÃ© les agresseurs et encouragÃ© de nouveaux abus. Dans la quasi-totalitÃ© des cas documentÃ©s par Human Rights Watch, les personnes responsables et leurs commandants nâ€™ont pas Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s, inculpÃ©s, ni jugÃ©s, mÃªme lorsque des tÃ©moins les ont identifiÃ©s. Le gouvernement nâ€™a pas pris de mesures raisonna pour assurer la sÃ©curitÃ© et protÃ©ger ses citoyens, ni pour sâ€™acquitter de son devoir de prendre toutes les mesures raisonnables afin de prÃ©venir et de poursuivre ces crimes. En octobre 2017, les juges de la Cour pÃ©nale internationale ontÂ autorisÃ©Â une enquÃªte sur les crimes commis au Burundi depuis avril 2015. Deux jours plus tard, le Burundi devenait le premier pays Ã se retirer de la Cour. Le gouvernement burundais devrait cesser de protÃ©ger les responsables de meurtres, de viols, de passages Ã tabac, de dÃ©tentions arbitraires, de menaces et de harcÃ¨lement. Le gouvernement devrait empÃªcher ces abus, commis notamment par ses propres forces de sÃ©curitÃ© et par des Imbonerakure. Pour montrer quâ€™il y a des consÃ©quences pour les personnes les plus responsables des abus gÃ©nÃ©ralisÃ©s commis depuis lâ€™Union europÃ©enne et les Ã‰tats-Unis devraient Ã©tendre les sanctions ciblÃ©es, y compris pour les personnes figurant plus haut dans la chaÃ®ne de commandement. Le Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies devrait Ã©galement imposer des sanctions ciblÃ©es, notamment des interdictions de voyager et des gels dâ€™avoirs, contre les responsables de graves violations des droits humains en cours au Burundi. Les dirigeants africains devraient Ã©galement prendre position et adopter une position forte pour inciter Nkurunziza et son gouvernement Ã rÃ©soudre la crise du pays et Ã mettre fin Ã la violence et Ã la rÃ©pression.Â Â Â«Â Nkurunziza et le CNDD-FDD ont montrÃ© quâ€™ils utiliseraient toute la rÃ©pression nÃ pour conserver leur emprise sur le pouvoirÂ Â», a conclu Ida Sawyer. Â«Â Les partenaires internationaux du Burundi, en particulier les Ã‰tats africains, devraient faire savoir au gouvernement que cela suffit. Les exactions doivent cesser, et leurs auteurs doivent rendre des comptes.Â Â»

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});